

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 31/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA SOGIFRA**

Le Chancillon  
38510 Creys-Mépieu

Références : DDPP 38-2024-02256  
Code AIOT : 0010400570

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement SCEA SOGIFRA implanté Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA SOGIFRA
- Le Chancillon 38510 Creys-Mépieu
- Code AIOT : 0010400570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA SOGIFRA exploite 7 sites d'élevage répartis entre l'Ain et l'Isère (1 seul site est situé en Isère). Le site de Creys-Mépieu a changé de raison sociale en 2004 (anciennement société Massard). 3 salariés travaillent sur le site de Creys-Mépieu. Les animaux des sites d'élevage proviennent tous de la maternité de l'élevage SOGIFRA, basé dans l'Ain.

Le site est composé à ce jour de 6 bâtiments d'élevage (A à F). L'ancien bâtiment d'élevage H1, situé à l'entrée du site, a été remplacé par un bâtiment administratif. Il comprend une salle de repas, des sanitaires, des douches, des bureaux/salles de réunion, un logement et le sas sanitaire. Le bâtiment H2 qui fait face au bâtiment administratif est toujours conservé mais il ne sert plus à l'élevage. Il est actuellement désaffecté.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2001-8171 du 1er octobre 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-SPAE-2021-04-02 du 2 avril 2021. Un porter à connaissance a été déposé

par l'exploitant concernant l'installation de 3 trackers photovoltaïques en 2023.

Les bâtiments E, C et G ont été inspectés lors de la visite objet du présent rapport.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- situation administrative
- incendie
- électricité
- gestion des déchets vétérinaires
- équarrissage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Défense Incendie	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Consommation totale du forage	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.2	Sans objet
4	Prévention des accidents	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.3	Sans objet
5	Relevé de la consommation en eau du site	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.2.1	Sans objet
6	Gestion des déchets de l'exploitation	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 7.2	Sans objet
7	Médicaments vétérinaires	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 7.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. Une attention particulière doit être portée sur le suivi des contrôles des installations électriques. Les cannes d'aspiration et la plateforme d'accès aux cannes doivent être dégagées tout au long de l'année pour les services de secours.

Pour rappel, l'inspection doit être tenue informée des modifications opérées sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nombre d'animaux détenus
<b>Prescription contrôlée :</b>
Rubrique : 3660-b

Intitulé : Élevage intensif de volailles ou porcs :  
b) avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)  
Le site est autorisé à détenir au maximum 5 504 animaux équivalents porcs.

**Constats :**

**Conforme :**

Les effectifs d'animaux, au 15 mai 2024, sont les suivants :

	Porcs de plus de 30kg	Porcelets de moins de 30kg
Bâtiment A	680	0
Bâtiment B	717	0
Bâtiment C	673	0
Bâtiment D	750	0
Bâtiment E	1096	759
Bâtiment F	959	0

Soit un effectif total de 5026,8 animaux équivalent porcs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Consommation totale du forage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Prélèvement en eau

**Prescription contrôlée :**

Le forage est situé sur la parcelle 28, section OA à 35,84 m du bâtiment le plus proche (Bâti F) et aux coordonnées GPS suivantes 45,767358 et 5.467033. Le forage a une profondeur totale de 19 m et un diamètre du tubage prévu de 250 mm. Le débit instantané envisagé est de 10 m<sup>3</sup>/h et le volume annuel de consommation sera de 20 000m<sup>3</sup> / an. La pompe est immergée et électrique. Un compteur d'eau est prévu.

**Constats :**

**Conforme :**

Le forage est utilisé uniquement pour l'abreuvement des animaux. Un raccordement au réseau d'eau potable de la commune a été mis en place en 2023 pour le bâtiment administratif, logement d'un salarié, le SAS sanitaire et la maison du gardien du site.

Un compteur d'eau du forage permet de relever la consommation. La consommation d'eau du forage en 2023 a été de 18 324 m<sup>3</sup>. La consommation d'eau la plus importante a été enregistrée en avril (2098 m<sup>3</sup>).

Pour les 4 premiers mois de l'année 2024, la consommation est de 5 336 m<sup>3</sup>. Le jour de l'inspection, l'index relevé sur le compteur d'eau du forage est de 34 287 (il est de 33 675 en avril 2024). Cet index reste cohérent avec le relevé de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Défense Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le pompage dans le Rhône ne pourra être pratiqué que dans la mesure où un point d'aspiration normalisé existe en bordure du fleuve et tient compte, pour permettre son utilisation en toutes circonstances, des fluctuations du niveau de l'eau. [...]  Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  <b>Non conforme :</b> L'accès aux cannes d'aspiration et la voie d'accès et de stationnement des véhicules de secours ne sont pas dégagées. Les ronces cachent l'accès aux cannes et la plate-forme est recouverte d'herbe.  <b>Conforme :</b> Les cannes d'aspiration sont immergées dans le Rhône. Elles sont néanmoins cachées à cause d'une végétation dense tout autour.  <b>Conforme :</b> Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification le 5 octobre 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit dégager les cannes d'aspiration de la végétation de manière à ce qu'elles soient bien visibles en cas d'intervention des services de secours.  L'accès aux cannes d'aspiration doit également être tondu et tenu propre toute l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-SE-2023-04-11 du 7 avril 2023 pour la persistance de non-conformités identifiées par les prestataires spécialisés lors des contrôles des installations électriques depuis 2019.

<p>Suite à cette mise en demeure, l'exploitant a fait un contrôle de ses installations électriques le 4 mai 2023 : 10 observations ont été formulées. Les observations 1, 9 et 10 concernaient l'absence de schémas électriques. Pour les observations 3 et 7, deux capots de protection devaient être remplacés dans les bâtiments C (arrière du bâtiment) et G (salle 13). Les observations 2, 4, 5, 6 et 8 concernaient des couvercles à remettre en place et l'absence de liaison au circuit de protection.</p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Le contrôle 2024 des installations électriques n'a pas encore été effectué mais l'exploitant a prévu le contrôle. En mai 2023, l'exploitant a mandaté un électricien pour la réalisation des schémas électriques du site. Il a été présenté à l'inspection. Les capots des bâtiments C et G étaient présents. Les autres observations n'ont pas fait l'objet de vérification de l'inspection lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport de contrôle des installations électriques 2024 doit être adressé à l'inspection dès réception par l'exploitant. En cas de non-conformités constatées, l'exploitant fournira à l'inspection, la facture de l'électricien intervenu sur le site pour une remise en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Relevé de la consommation en eau du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence des relevés de la consommation en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>La consommation du forage de 2023 est de 18 324 m<sup>3</sup> soit un volume moyen journalier de 50,2 m<sup>3</sup>. Elle est relevée mensuellement et manuellement sur un registre papier situé dans le local du compteur. La consommation la plus importante a été enregistrée en avril 2023 avec 2098 m<sup>3</sup>, soit une moyenne de 70 m<sup>3</sup> / jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Gestion des déchets de l'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p>

<p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Les déchets des soins vétérinaires sont peu présents sur le site car il y a peu de traitement vétérinaire. Les aiguilles, par exemple, sont stockées dans un pot plastique dans les bâtiments avant d'être transférés sur le site de la maternité dans l'Ain. Tous les déchets vétérinaires des 7 sites d'élevage sont mutualisés sur celui de la maternité et éliminés plusieurs fois par an par une filière spécialisée. Des bordereaux de prise en charge sont établis entre l'exploitant et l'entreprise de recyclage. Les médicaments périmés sont récupérés par le vétérinaire.</p> <p>Les animaux morts de petite et grande taille sont stockés dans des bacs étanches. Ils sont évacués par le service d'équarrissage deux fois par semaine. Il n'y a plus de congélateur pour le stockage des porcelets avant la prise en charge par l'équarrisseur car cela est trop contraignant pour l'exploitant.</p> <p>Le site connaît une mortalité importante de porcs en engraissement depuis l'automne 2023 sans justification apparente à ce jour. Un réseau de plusieurs vétérinaires de l'Isère et de l'Ain travaille sur le sujet depuis plusieurs mois (tests de traitements antibiotiques, autopsies, analyses sanguines, prélèvements...) sans que l'origine de cette mortalité puisse être expliquée à ce jour. Les mortalités semblent se calmer depuis le début du printemps.</p> <p>Les bons d'équarrissage sont établis informatiquement ; les derniers ont été montrés à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Médicaments vétérinaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2021, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets vétérinaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Les porcelets reçoivent systématiquement un vaccin à leur arrivée sur le site. Les aiguilles usagées</p>

sont stockées dans un pot plastique avant d'être remontés au site de la maternité dans l'Ain et prises en charge par une filière spécialisée.

Les vaccins sont faits toutes les semaines donc le stock est très réduit. Les antibiotiques administrés ces derniers temps sont commandés pour une quantité bien précise. Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de médicaments périmés. D'après l'exploitant, s'il devait y avoir des produits à détruire, ils seraient ramenés comme les déchets vétérinaires, sur le site de l'Ain.

**Type de suites proposées :** Sans suite